



Republika e Kosovës

Republika Kosova – Republic of Kosovo
Kuvendi – Skupština – Assembly

XXXVI^e SESSION
de l'Assemblée régionale Europe (ARE)
de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie
Pristina, 12 et 13 novembre 2024

Projet d'intervention de Mme Michelle Gréaume

Panel 3 : Quelles perspectives pour une Europe en sortie de guerre ?

Chers collègues,

Je voudrais tout d'abord remercier chaleureusement la section du Kosovo pour son accueil et notre séjour ici. Je veux aussi féliciter le secrétariat de la Région Europe et la section belge pour la qualité et la richesse de nos travaux.

Je souhaite très humblement prendre la parole sur un aspect particulier du conflit en Ukraine, c'est le drame du déplacement des populations.

Depuis l'invasion russe de l'Ukraine, près de 4,8 millions d'Ukrainiens avaient fui leur pays pour se réfugier en Europe au 1^{er} juin 2023. À l'époque, on disait que c'était presque deux fois plus que la vague de réfugiés syriens de 2015. Et si nombre d'Ukrainiens sont rentrés dans leur pays, en juin 2024, le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés comptabilisait plus de 6 millions de réfugiés ukrainiens en Europe. C'est énorme et cette ampleur rend leur installation difficile et précaire.

Ils sont principalement réfugiés en Pologne et en Allemagne, mais aussi en Espagne. Proportionnellement à leur population, c'est la République tchèque, la Lituanie et la Pologne qui accueillent le plus de réfugiés. Plutôt que du mécanisme d'asile, les réfugiés bénéficient de celui de la protection temporaire. Activé en 2022, il devait s'arrêter le 4 mars 2025. En juin dernier, en raison de la durée du conflit, il a été décidé de le maintenir jusqu'au 4 mars 2026.

Demain, quand la guerre se terminera, il faudra non seulement aider l'Ukraine à reconstruire son pays mais aussi envisager le retour d'un grand nombre de réfugiés. Attention, tous ne pourront ou ne voudront pas repartir, car un certain nombre d'entre eux se seront intégrés et auront construit leur vie et celle de leur famille dans nos pays.

Je sais que cette question crispe les opinions publiques. Elles sont le plus souvent sous l'influence de fausses informations véhiculées sur les réseaux

sociaux et qui participent pleinement de la guerre hybride menée par la Russie dans le but de saper la solidarité européenne avec l'Ukraine.

Et cela fonctionne en partie : ces fausses informations font le lit de l'extrême-droite, qui progresse de scrutin en scrutin en s'appuyant sur le thème fallacieux qu'un étranger est mieux traité qu'un ressortissant national. Hélas, comme on l'a vu, ce phénomène n'est pas l'apanage de la seule Europe. Le nouveau président élu des Etats-Unis s'est lui aussi appuyé sur cette triste rhétorique pour reconquérir le pouvoir.

Je pense pourtant que cette politique est à mettre à notre honneur, à nous qui vivons en démocratie. C'est la marque de notre solidarité à l'égard d'un peuple voisin qui subit l'agression et un prix bien bas à payer pour éviter une guerre avec un Vladimir Poutine qui veut renverser l'Occident.

Disant cela, je souhaite néanmoins que, quand la guerre sera finie, chaque Ukrainien qui a été forcé de quitter son pays, puisse y retourner et y vivre librement. Mais ce que je veux vous dire, c'est que notre solidarité ne pourra pas s'arrêter à ce moment-là. J'espère que nous saurons, alors, faire encore montre de solidarité, ensemble, pour mettre fin à une crise qui aura bouleversé notre continent.

Je vous remercie.